

Compte rendu du dîner transatlantique

« Vers une stratégie transatlantique alternative¹ »

Par Hall GARDNER

Permettez-moi tout d'abord de remercier le Premier Ministre Jean Pierre Raffarin, Monsieur l'Ambassadeur Serge Degallaix, l'équipe de la Fondation Prospective et Innovation, et Ginkgo Editeur pour la publication de mon livre, ainsi que pour son excellente traduction.

La Fondation Prospective et Innovation est incontestablement un des think tank les plus actif et dynamique de France. Il s'engage dans des conférences, des webinaires, des publications qui couvrent un large éventail de sujets. Plus important encore, FPI est sensible aux défis majeurs auxquels sont confrontés les États-Unis et les Européens.

Les « nouvelles » rivalités entre grandes puissances

Compte tenu de son histoire en tant que centre de dialogue allié depuis 1917, le Cercle de l'Union Interalliée est un lieu tout à fait approprié à cette discussion alors que l'Homo Geopoliticus entre dans une période particulièrement dangereuse qui rappelle les périodes d'avant la Première et la Seconde Guerre mondiale.

La montée des « nouvelles » rivalités entre grandes puissances avec la Russie et la Chine a jusqu'à présent entraîné le renforcement des forces de l'OTAN, avec l'entrée rapide de la Suède et de la Finlande dans l'OTAN, ainsi que le renforcement prévu de la défense du nouveau modèle de force de l'OTAN qui comptera 300 000 hommes dès 2023. Cette force devant être essentiellement constituée de troupes européennes, cela pose la question de savoir dans quelle mesure les Européens eux-mêmes auront leur mot à dire dans le déploiement de ces forces.

Une telle accumulation de troupes en Europe permettra aux États-Unis de mieux se concentrer sur la Russie, la Chine, ainsi que la Corée du Nord, dans l'Indo-Pacifique, avec le soutien du pacte AUKUS de l'Australie et du Royaume-Uni, et du Japon, et potentiellement l'Inde (qui a jusqu'à présent tenté de rester neutre malgré son propre conflit avec la Chine) par le biais du dialogue stratégique quadrilatéral.

Washington renforce également les alliances au Moyen-Orient élargi par le biais des accords d'Abraham qui lient l'Israël et les Émirats arabes unis, et tacitement l'Arabie saoudite, en partie comme moyen pour contrebalancer le pouvoir et l'influence de l'Iran et peut être même de la Turquie.

Le résultat des négociations du groupe de contact entre les États-Unis et l'Union Européenne sur le programme d'enrichissement nucléaire de l'Iran pourrait déterminer si l'Iran se rangera plus

¹ Texte intégral de mon discours, tenu au Cercle de l'Union Interalliée à Paris le 13 septembre 2022, basé sur mon livre, *Vers une stratégie transatlantique alternative: Biden, l'UE and le "nouveau" multilatéralisme* FPI / Éditions Ginkgo (2022). <https://www.ginkgo-editeur.fr/product-page/vers-une-strat%C3%A9gie-transatlantique-alternative>; <https://prospective-innovation.org/>

étroitement du cote des États-Unis et de l'Europe ou se rapprochera encore plus de la Russie et de la Chine.

Coopération stratégique entre les États-Unis et l'UE

Le renforcement prévu de la main-d'œuvre européenne par l'OTAN, combiné aux efforts américains pour renforcer les forces dans l'Indo-Pacifique, signifie que les États-Unis et l'Union européenne devraient s'engager dans une coopération stratégique plus approfondie que celle qui a eu lieu jusqu'à présent.

La formation du nouveau Conseil du commerce et des technologies des États-Unis et de l'Union Européenne, qui s'est réuni pour la deuxième fois mi-mai 2022 en France, représente un premier pas dans la bonne direction. Mais ce Conseil n'est pas suffisant pour s'attaquer à toutes les grandes tâches à venir.

Ce nouveau Conseil États-Unis- l'Union Européenne a commencé à aborder les questions relatives à l'économie numérique, à l'intelligence artificielle, à la surveillance/ piratage/ désinformation sur Internet, à la gouvernance des données, au changement climatique et aux technologies propres, aux énergies alternatives, à l'accès aux minéraux de terres « rares » critiques, aux chaînes d'approvisionnement en semi-conducteurs, aux contrôles des exportations vers la Russie et la Biélorussie, ainsi qu'aux défis commerciaux et à la sécurité alimentaire, entre autres.

Pourtant, étant donné le grand nombre d'autres problèmes qui se chevauchent et auxquels sont confrontés les États-Unis et l'Union Européenne, je pense qu'il s'avérera nécessaire d'élargir le champ de coopération américano-européenne afin de prévenir, ou du moins de limiter les conséquences d'une « Plus Grande Dépression ».

Cela signifie que les États-Unis et l'UE doivent s'attaquer aux questions monétaires et fiscales, ainsi qu'aux paradis fiscaux, compte tenu de l'augmentation de la dette publique et privée des deux côtés de l'Atlantique il faudra également trouver des moyens pour mieux redistribuer le richesse et faire face aux énormes écarts à la fois entre les pays et à l'intérieur des pays, ce qui risque d'exacerber les conflits sociaux nationaux et politiques internationaux.

Plus fondamentalement encore, les États-Unis et l'UE devront superviser la transformation à long terme de l'infrastructure énergétique et industrielle mondiale. Ceci afin de s'assurer que la transition vers une économie plus verte s'avérera plus créative que destructrice. L'orientation essentiellement économe en main-d'œuvre de la nouvelle économie numérique, qui intègre l'intelligence artificielle et la robotique, risque de réduire davantage ce qui était autrefois considéré comme des emplois et des revenus de la classe moyenne et d'augmenter encore les écarts de richesse déjà énormes.

Travailler avec les groupes de contact des Nations Unies

En termes de stratégie géopolitique mondiale, *Vers une stratégie transatlantique alternative* soutient qu'il s'avérera également nécessaire pour les États-Unis et les Européens, en travaillant par le biais de groupes de contact soutenus par l'ONU, de s'engager dans des stratégies diplomatiques conjointes dans le but de résoudre d'autres différends naissants, tout comme cela a été le cas pour le programme d'enrichissement nucléaire Iranien.

Ces stratégies communes consisteront notamment à mettre fin à la guerre entre la Russie et l'Ukraine dès que possible, tout en cherchant également à résoudre les querelles entre la Grèce et la Turquie ; l'Israël, l'Arabie Saoudite et l'Iran ; la Corée du Nord et du Sud ; la Chine et Taïwan, ainsi que d'autres pays.

Une telle approche peut s'avérer gagnante tant pour les Européens que pour les Américains. La possibilité de la mise en œuvre conjointe par les États-Unis et l'Union Européenne de ce que j'appelle des « communautés multilatérales pour la paix et le développement durable » dans des régions clés, telles que l'Amérique centrale, la région euro-méditerranéenne, l'Afrique du Nord et l'Afrique centrale, pourrait aider à faire face aux flux d'immigration des pays du Sud vers les États-Unis et l'Union Européenne en créant des emplois et en augmentant les revenus des populations dans ces régions considérées souvent historiquement nouvellement « sous-développées ».

Sur le plan domestique, les efforts de développement conjoints des États-Unis et de l'Europe afin de favoriser la croissance dans un certain nombre de régions clés du Sud pourraient également aider à contrebalancer les voix populistes et nationalistes aux États-Unis et dans l'Union Européenne qui utilisent la question de l'immigration pour miner la gouvernance démocratique.

La crise de légitimité des États-Unis et de l'UE

Les démocraties américaine et européennes sont confrontées à une crise majeure de « légitimité ». Cela signifie que les États-Unis et l'Europe doivent reconstruire leurs démocraties en cherchant des moyens de rendre les deux sociétés beaucoup plus représentatives et participatives dans les sphères publiques et privées.

Ici, par exemple, comme je l'ai soutenu dans *World War Trump*, les États-Unis devraient envisager l'option d'une présidence à mandat unique, comme autrefois soutenu par Woodrow Wilson et Jimmy Carter, ainsi que de s'engager dans d'autres réformes gouvernementales structurelles importantes afin de rendre la démocratie américaine plus représentative². Le recours au vote avec options multiples, par opposition au vote à majorité « simple » ou « pondérée », peut en outre contribuer à rendre nos démocraties plus participatives.

Dans le secteur privé, les États-Unis et l'Union Européenne devraient soutenir plusieurs formes de démocratie économique allant de différents degrés de gestion d'actionnariat salariés.

Sur le front international, au lieu de rechercher la "démocratisation" et un changement de régime à l'étranger, comme ce fut le cas dans l'ère de l'après-guerre froide en ce qui concerne la Serbie, l'Afghanistan, l'Irak et la Libye, les États-Unis et l'Union Européenne doivent redoubler d'efforts sur la sauvegarde et la réforme de la démocratie chez eux, tout en mettant l'accent sur la « bonne gouvernance » et les droits de l'homme pour les États non démocratiques à l'étranger. Les États-Unis et l'Union Européenne doivent montrer l'exemple, et non recourir à la force.

Ce qu'il faut, c'est un nouveau Conseil stratégique Union Européenne - États-Unis dont le mandat serait plus large que le Conseil du commerce et des technologies, afin de mieux gérer et coordonner les crises

² Hall Gardner, *World War Trump: The Risks of America's New Nationalism* (New York: Prometheus Books, 2018).

et conflits géostratégiques, technologiques, politiques, économiques et socioculturels nationaux multidimensionnels qui se chevauchent - dans lesquels les États-Unis et l'UE seraient impliqués.

Je n'ai pas été dupe par le récit de la "Fin de l'histoire" de Francis Fukuyama qui promettait la paix mondiale grâce à la démocratisation des États autoritaires et à la montée ostensible des mouvements démocratiques dans le monde³.

En revanche, mon livre, *Surviving the Millennium*, prévenait de la possibilité d'une guerre entre grandes puissances si les États-Unis et l'UE n'étaient pas aptes à œuvrer avec Moscou afin de forger un nouvel ordre de sécurité européen et mondial après la guerre froide⁴. De plus, j'ai soutenu que les formes de gouvernance essentiellement libérales américaines et sociales-démocrates européennes ne sont pas des panacées et ne sont pas toujours compatibles. Les deux doivent s'engager dans des réformes importantes s'ils veulent survivre à la tempête à venir⁵.

Fukuyama avait critiqué mon livre dans *Foreign Affairs* en 1995 cependant je pense que *Surviving the Millennium* s'est avéré beaucoup plus juste aussi bien comme titre que comme contenu par rapport à sa *Fin de l'histoire et son dernier homme*.

La guerre russo-ukrainienne

Vers une stratégie transatlantique alternative avait été écrit, en partie, dans l'espoir qu'il serait possible de mettre en œuvre une stratégie diplomatique conjointe américano-européenne pour empêcher le déclenchement de la guerre en Ukraine.

Depuis *Surviving the Millennium* (1994), j'avais mis en garde contre la possibilité d'une guerre entre la Russie et l'Ukraine conduisant à une guerre de puissance majeure. J'ai néanmoins soutenu qu'une telle guerre était évitable - c'est-à-dire si les États-Unis et l'Union Européenne avaient œuvré plus étroitement avec Gorbatchev puis Eltsine, ainsi qu'avec Medvedev et Poutine, dans le but de répondre à la fois aux préoccupations sécuritaires et économiques politiques de la Russie et de l'Europe de l'Est mais n'en serions pas là.

Au lieu de faire pression pour l'élargissement de l'OTAN, une option aurait été de renforcer l'initiative du Partenariat pour la paix de l'OTAN et de soutenir l'Ukraine, la Géorgie et d'autres États en tant que États « neutres » au sein de communautés de paix et de développement durable plus larges avec des garanties de sécurité qui se chevauchent.

Empêcher la guerre des grandes puissances

Cependant, maintenant que la guerre russo-ukrainienne a éclaté, il est essentiel d'empêcher qu'elle ne s'intensifie dans la brutalité et ne provoque des incidents encore plus dangereux que celui de la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporizhzhia.

³ Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man* (Free Press 1992). See also my critique of Fukuyama, Hall Gardner, *Crimea, Global Rivalry and the Vengeance of History* (New York: Palgrave/Macmillan, 2015).

⁴ Hall Gardner, *Surviving the Millennium: American Global Strategy, the Collapse of the Soviet Empire and the Question of Peace* (Westport, CT: Praeger, 1994).

⁵ Hall Gardner, *American Global Strategy and the War on Terrorism* (London: Ashgate, 2005; revised and updated, 2007).

De plus, cette guerre doit s'arrêter avant qu'elle ne s'étende à des pays tels que la Géorgie, la Moldavie, ainsi que la Bosnie/Kosovo dans les Balkans et éviter qu'elle ne s'étende à d'autres régions.

Je ne crois pas que le président russe Poutine ait joué toutes ses cartes - bien qu'il ait clairement surestimé la capacité de l'armée russe à écraser la vaillante résistance ukrainienne - une surestimation due en partie à la croyance exagérée qu'il pourrait s'emparer d'une grande partie de l'Ukraine facilement, puisqu'il avait annexé la Crimée en 2014.

Compte tenu de l'étendue de l'assistance américaine à Kiev en matière de renseignements et de systèmes d'armes avancés, Moscou est maintenant convaincue que la Russie est en guerre de facto avec les États-Unis malgré le fait que l'Ukraine ne soit pas membre de l'OTAN. Cela signifie que Moscou commencera à recalculer ses tactiques et ses objectifs à une échelle plus globale.

D'une part, le chef des forces armées allemandes, le général Eberhard Zorn, a averti que la Russie n'avait pas encore utilisé la majeure partie de son potentiel aérien et naval. D'autre part, Poutine s'est tourné vers la Corée du Nord dans une quête apparente d'obtenir d'importants approvisionnements en armements conventionnels afin de compenser la dégradation des capacités militaires russes face aux importantes avancées territoriales ukrainiennes.

Au-delà de la quête pour obtenir des armes et une assistance militaire, le vœu du président Poutine d'élargir les relations avec la Corée du Nord semble représenter un pari stratégique pour détourner l'attention américaine vers l'Extrême-Orient tout en cherchant simultanément à attirer une Chine réticente à soutenir plus étroitement les objectifs stratégiques de Moscou.

En effet, si la Corée du Sud et le Japon, soutenus par les États-Unis, continuent d'augmenter leurs capacités de défense en réponse à l'expansion d'armes conventionnelles et nucléaires de la Corée du Nord, la Chine pourrait, à son tour, renforcer davantage ses défenses pour faire face à la "menace" japonaise.

En d'autres termes, si le stratagème de Poutine crée de plus grandes tensions militaires en Extrême-Orient en augmentant les dépenses de défense japonaises et sud-coréennes en réponse à Pyongyang - en accord avec ce que j'ai appelé la « dialectique insécurité-sécurité » - le soutien russe à la Corée du Nord pourrait alors rapprocher davantage la Chine et la Russie - en supposant que Pékin ne puisse pas persuader Poutine de poursuivre une stratégie alternative. Tout comme les États-Unis ont joué la « carte chinoise » contre l'Union soviétique, Moscou pourrait jouer la « carte nord-coréenne » contre les États-Unis et ses alliés.

Une question demeure : comment Moscou répondra-t-il à la récente offensive ukrainienne si Kiev continue de regagner du territoire et tente ensuite de reprendre la Crimée, Kherson (ainsi que le canal de Crimée du Nord qui alimente en eau la Crimée), ainsi que d'autres zones supposées « pro-russes » près de la région du Donbass ? Poutine prendra-t-il le risque d'une instabilité domestique après une mobilisation militaire nationale ? Où va-t-il prendre d'autres mesures drastiques pour contrebalancer les critiques radicales de son échec à vaincre rapidement Kiev ?

D'une part, une solide défaite de la Russie par l'Ukraine pourrait entraîner un coup d'État en Russie, étant donné que des dizaines de députés municipaux de Moscou et de Saint-Pétersbourg ont appelé Poutine à démissionner. Mais même si Poutine était expulsé, un tel coup d'État serait-il mené par ceux qui recherchent la paix ? Ou par ceux qui veulent poursuivre la guerre plus efficacement et plus violemment ?

Si les États-Unis et la Russie continuent sur la voie de la « politique de la corde raide », il y aura alors le réel danger qu'un incident imprévu entraîne la Russie et l'OTAN dans une confrontation plus directe étant donné que les nouvelles techniques de « guerre hybride » ont largement affaibli le concept de destruction mutuelle assurée (MAD).

En supposant que les partisans de la ligne dure augmentent leur influence à Moscou, le commandant en chef ukrainien, Valery Zaluzhny, a averti que la Russie pourrait utiliser des armes nucléaires tactiques, quelles que soient les conséquences.

Vers la paix

Ironiquement, la guerre en Ukraine peut servir de catalyseur pour une coopération stratégique plus étroite entre les États-Unis et l'Europe qui cherche à résoudre les conflits et les défis d'ordre géopolitiques, financiers, socio-économiques, migratoire et écologiques en plein essor aux niveaux régional et mondial.

Seule une diplomatie multilatérale engagée peut mettre fin à ce conflit. L'accord céréalier du 22 juillet 2022 entre la Russie et l'Ukraine qui a été négocié, ironiquement, par la Turquie, le membre autoritaire de l'OTAN, avec l'ONU, a indiqué, même en pleine guerre, que des pas vers ce que j'ai appelé « un accord multilatéral communauté de paix et du développement durable » sont possibles et non utopiques.

Cette étape importante, qui contribue à réduire les pénuries mondiales de céréales, ne met évidemment pas fin au conflit, mais elle contribue à ouvrir la voie. Dès que cela deviendra politiquement faisable, les États-Unis et l'Union Européenne devraient faire pression pour un règlement diplomatique de la guerre russo-ukrainienne sur la base du « programme de paix en 15 points » de février 2022 qui avait été précédemment négocié en Turquie.

Dans cet accord, tout comme je l'ai soutenu dans mon ouvrage *Vers une stratégie transatlantique alternative*, Kiev a accepté le statut de « neutralité » si toutefois des garanties de sécurité lui étaient accordées par des acteurs majeurs (tels que le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, entre autres)⁶.

Cependant, une telle option de paix ne pourra se concrétiser que lorsque les États-Unis, l'Ukraine et la Russie réaliseront conjointement qu'ils se trouvent dans une « impasse mutuellement blessante » de sorte que tous les partis décideront que la poursuite du conflit n'apportera en aucun cas la « victoire », mais un plus grand désastre.

Si l'offensive militaire actuelle de Kiev fait comprendre à Moscou que l'Ukraine sera en mesure de maintenir sa résistance aux efforts russes pour occuper le territoire ukrainien au-delà des zones prises dans le Donbass et la Crimée, Moscou pourrait éventuellement engager des négociations pour déterminer quelle partie contrôle quels territoires et si les casques bleus internationaux peuvent servir de « tampon » entre les forces ukrainiennes et russes.

Une offre de négociation unifiée des États-Unis, de l'Europe et de l'Ukraine à partir de la position de force actuelle pourrait encourager la paix. Alors que la puissance de Moscou semble se réduire, le

⁶ Hall Gardner, *Dangerous Crossroads: Europe, Russia, and the Future of NATO* (Westport, CT: Praeger, 1997).

ministre russe des Affaires étrangères Lavrov a récemment déclaré que Moscou n'était pas contre les « négociations ». Mais de telles négociations n'ont pas encore en lieu...

Les dangers à venir

Si la guerre en Ukraine se poursuit sans contrôle, il existe un réel danger. Les différends géopolitiques et les conflits sociaux s'aggravent et submergent ainsi d'autres préoccupations sociales et écologiques vitales.

Compte tenu de la hausse générale des prix de l'énergie et de l'agriculture, des problèmes de chaînes d'approvisionnement, etc., il s'avérera relativement facile pour Moscou de jouer sur les divisions à l'intérieur de l'Europe, particulièrement à l'égard de la Hongrie, mais pas uniquement de la Hongrie. Moscou peut également jouer sur la dissidence sociale de l'extrême gauche et de l'extrême droite aux États-Unis et en Europe.

Pour éviter un nouvel affaiblissement, voire un nouvel éclatement de l'Union européenne après le Brexit, Washington doit donner à l'Europe une plus grande voix diplomatique dans la manière dont elle cherche à gérer ses relations avec son voisin russe. Cela inclut de donner à l'Europe le pouvoir de décision sur la manière dont la politique de sanctions doit être appliquée, par exemple, et comment et quand lever ces sanctions.

En plus d'affaiblir davantage, voire d'éclater davantage, l'Union européenne, la dynamique de la guerre russo-ukrainienne risque simultanément de renforcer les perspectives d'un axe russo-chinois plus étroit dans lequel la Russie s'enlisera de plus en plus, et je pense à contrecœur, sous l'hégémonie d'une Chine montante.

Les craintes historiques de la Russie concernant la montée de la Chine peuvent potentiellement être utilisées diplomatiquement par les États-Unis et les Européens pour détourner Moscou de son étreinte avec la Chine afin de mettre fin à la guerre, puis de travailler avec la Russie à la mise en œuvre d'un nouveau traité de sécurité européen.

L'Europe ne peut tout simplement pas vivre éternellement à côté d'une Russie hostile. Dans le même temps, Pékin, du moins pour le moment, ne semble pas vouloir soutenir trop fortement la Russie dans son conflit sur l'Ukraine, étant donné qu'elle craint, entre autres, que les sanctions américaines contre les entreprises chinoises qui commercent avec la Russie nuisent considérablement à l'économie chinoise.

En outre, les efforts multilatéraux des États-Unis, de l'UE et de l'ONU pour réconcilier la Chine et Taïwan pourraient au moins essayer de réduire la tentation chinoise d'obtenir le soutien de la Russie pour ses efforts d'unification avec Taïwan.

Il existe cependant un risque réel que Moscou continue à soutenir fortement la Corée du Nord tout en essayant simultanément de resserrer ses liens de défense avec la Chine, comme indiqué précédemment.

Si la Chine continue d'accepter une alliance militaire avec la Russie en raison des craintes d'un Japon militairement plus puissant et dans un effort d'unification avec Taïwan, alors un tel axe eurasiatique, à son tour, menacera non seulement la politique et l'économie mondiale américaine et européenne prédominante, mais cela pourrait aussi étouffer la vie de démocraties autrefois florissantes – alors que

l'Homo Geopoliticus continue de se polariser et de se militariser en alliances rivales et sociétés divisées
– au risque d'une guerre entre grandes puissances, peut-être même nucléaire.